

Communiqué de presse du Planning Familial 69 suite au collage des opposant.es à l'IVG sur les Vélov à Lyon

Anti-choix : Hors de nos vies !

Dans la nuit du 18 au 19 juin 2023, un groupuscule anti-choix d'extrême droite appelé "Les Survivants" [sic.], qui ne manque visiblement pas de moyens financiers !, s'est payé la décoration des vélos mis en location à Lyon par "Velov". Comme à Paris il y a trois semaines, ce groupe a collé des stickers sur de nombreux vélos pour répandre son mépris du droit des femmes et minorités de genre à disposer de leurs corps.

Ces autocollants témoignent des stratégies opérées depuis des décennies par ces militant.es anti-avortement : manipulation, mensonges, entrave à l'information et au choix des femmes et des minorités de genre. Nous demandons que les vélos concernés soient retirés immédiatement par la société qui gère ces vélos de location.

Aujourd'hui, comme chaque jour, il est plus que nécessaire de rappeler l'importance de la défense du droit à l'IVG, en France comme partout dans le monde.

Aujourd'hui, l'avortement n'est pas seulement remis en cause par ces militant.es, son accès est aussi rendu difficile en raison d'un manque de moyens en France, qui met en danger l'exercice de ce droit conquis de haute lutte. Les pénuries récurrentes de la pilule abortive fragilisent également l'accès à l'IVG.

En 2023, le slogan "Un enfant si je veux, quand je veux", que nous clamons depuis plus de 50 ans, n'a pas pris une ride.

Ce n'est pas un hasard si ces attaques interviennent alors que des propositions de loi pour la constitutionnalisation du droit à l'IVG sont en cours d'examen. Elles nous rappellent que les avancées des droits des femmes et des minorités de genre sont toujours menacées et qu'elles doivent être défendues sans relâche

Plus que jamais, nous affirmons qu'il est nécessaire de défendre le droit à disposer de son corps. Seules les personnes concernées doivent pouvoir choisir et décider pour leur vie, si elles veulent poursuivre ou non une grossesse. Et nous rappelons que les droits reproductifs incluent également l'accès de tou.tes à l'information, à l'éducation à la sexualité, à la contraception, mais aussi la possibilité d'accéder à la PMA pour les personnes trans exclues de ce droit. Et nous dénonçons également la politique raciste de l'Etat qui à Mayotte promeut la stérilisation des femmes alors qu'il rend difficile l'accès aux méthodes de contraception définitive sur l'hexagone.

A la veille de l'été nous ne pouvons que rappeler notre inquiétude face au manque de moyens donnés à l'hôpital public pour permettre d'accueillir toutes les personnes qui désirent pratiquer une IVG avec la méthode de leur choix.

Nous continuerons à nous mobiliser pour défendre ce droit et appellerons à une mobilisation massive à la rentrée autour de la date internationale de lutte pour l'avortement, le 28 septembre, ainsi que pour célébrer le cinquantenaire de la création du Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception.

Nos corps, nos choix !

Contact Presse : Valérie Radix 0769164278